Idées débats, tribunes

Dominique Vidal

HISTORIEN, JOURNALISTE ET ESSAYISTE

L'instrumentalisation du sionisme est bien plus forte en France qu'en Israël

Dans son nouveau livre, le journaliste, spécialiste du Proche-Orient, Dominique Vidal revient sur l'amalgame fait par Emmanuel Macron dans son discours lors des commémorations de la rafle du Vél' d'Hiv, le 16 juillet 2017. Le chef de l'État y a affirmé que « nous ne céderons rien à l'antisionisme car c'est la forme réinventée de l'antisémitisme. » Pour dénoncer cet amalgame, Dominique Vidal retrace l'histoire du sionisme, né à la fin du XIXe siècle en réaction à l'antisémitisme. Et rappelle que, jusqu'en 1939, l'immense majorité des juifs y était hostile.

HD. Pourquoi avoir eu l'idée de ce livre sur l'antisionisme ?

Dominique Vidal. Le livre a une histoire assez simple. J'écoutais en direct le discours, avec lequel j'étais d'ailleurs plutôt d'accord, du président de la République à l'occasion des commémorations du 75e anniversaire de la rafle du Vél' d'Hiv, le 16 juillet 2017. Quand arrive, à la fin de son allocution, cette phrase sans lien avec le reste du discours : « Nous ne céderons rien à l'antisionisme car c'est la forme réinventée de l'antisémitisme. » Cette phrase crée immédiatement un amalgame entre un délit, l'antisémitisme, poursuivi par les lois comme toutes les formes de racisme, et l'antisionisme, une opinion, que l'on peut accepter ou refuser, mais qui n'est pas un délit. Immédiatement, j'ai réagi en affirmant qu'il s'agissait d'une erreur historique et d'une faute politique. Et les réactions qui en ont découlé m'ont amené à écrire ce livre car il existe énormément de confusion entre sionisme, antisionisme, antisémitisme. Il fallait clarifier, sans polémique, les termes du débat.

> ***« Beaucoup parlent du sionisme sans connaître le rapport très complexe des juifs avec cette idéologie. »***

HD. Cet ouvrage est-il aussi bien une réponse à Emmanuel Macron qu'une clarification des concepts et du mouvement sionistes ?

D. V. Énormément de personnes parlent du sionisme sans connaître son histoire et le rapport extrêmement complexe des juifs avec ce mouvement idéologique. J'ai voulu retracer l'histoire de ce mouvement, la montée des différents racismes en France et écrire un chapitre sur la radicalisation des dirigeants israéliens qui, à mon sens, explique les tentatives liberticides qu'ils tentent de mener. Par exemple : la campagne pour criminaliser le Boycott Désinvestissement Sanctions (1), ou la demande du président du Crif, qui réclame une loi pour condamner l'antisionisme comme une forme d'antisémitisme.

Or, il faut se rappeler que le sionisme naît de l'antisémitisme. À la fin du XIXe siècle, la démarche de Theodor Herzl, juif hongrois installé en Autriche, correspondant à Paris, réagit à deux chocs : les premiers pogroms importants de 1881 et 1882 en Russie et l'affaire Dreyfus. L'affaire Dreyfus et son cortège de haine et de violences antisémites qui se déroulent en France, pays de l'émancipation des juifs avec la Révolution française, qui donnait des droits égaux, lui apparaissent comme la preuve que la solution ne peut être l'assimilation, mais un État pour les juifs. Ce qui est frappant, c'est que l'immense majorité des juifs ne veut pas entendre parler de ce projet jusqu'en 1939. Les communistes juifs, extrêmement nombreux, pensent que la solution passe par la Révolution socialiste. Le Bund (2) réclame, lui, une autonomie culturelle dans les pays où ils vivent, Russie et Pologne en majorité. La plupart des juifs libéraux refusent aussi cette idée et entendent rester là où ils vivent. L'ensemble des partis religieux de l'époque s'opposent très clairement au projet sioniste pour des questions théologiques : on ne peut pas imaginer un État juif tant que le Messie n'est pas venu.

HD. Cela va changer avec la Seconde Guerre mondiale…

D. V. Bien évidemment, le conflit, le génocide et ses conséquences idéologiques, morales, créent une situation nouvelle. Il faut aussi prendre en compte les centaines de milliers de survivants qui ont connu le génocide. Ils ne peuvent pas rentrer chez eux, comme en Pologne. L'actuel gouvernement polonais interdit aux historiens d'en parler, mais c'est un fait. L'antisémitisme et la collaboration avec le génocide étaient tels en Pologne que, même après-guerre, il y a de nombreux pogroms qui ont lieu comme celui de Kielce. Nombreux sont ceux qui souhaitent aller aux États-Unis, mais depuis les années 1920, la loi réduit drastiquement le nombre de réfugiés admissibles. On a donc plusieurs centaines de milliers de personnes qui vont émigrer d'abord clandestinement en Palestine, puis légalement en Israël à partir du 14 mai 1948. Elles s'y installent. Elles sont suivies de deux autres vagues migratoires. D'abord, l'ensemble des juifs des pays arabes, qui sont soit chassés, soit « importés » par les dirigeants israéliens qui ont besoin de main-d'œuvre et de soldats. Puis, dans les années 1990, l'accord entre Mikhaïl Gorbatchev et le gouvernement israélien amène un million de juifs soviétiques en Israël. Ces trois vagues ne reflètent en rien un choix sioniste massif. Sur les 15 millions de juifs à travers le monde, la majorité vivent en dehors d'Israël.

PIERRE PYTKOWICZ

> ***« Depuis 2015, le régime se radicalise tellement que, s'il ne s'agissait pas d'Israël, on parlerait de fascisme. »***

HD. L'antisionisme assimilé à l'antisémitisme est-il un moyen de faire taire les critiques à l'égard de la politique israélienne et de son gouvernement ?

D. V. L'instrumentalisation du sionisme est beaucoup plus forte en France qu'en Israël. En France, les positions de Valls, y compris lorsqu'il était premier ministre, celle du Crif et la phrase de Macron l'ont remis au cœur de l'actualité. Or, la seule vraie question qui compte pour les Israéliens, les Palestiniens et la communauté internationale, c'est la politique menée par le gouvernement de Netanyahou et sa radicalisation qui met en danger le peu d'espoir de paix qui reste dans la région.

Depuis le 14 mai 1948, le mouvement sioniste, tel que pensé par Theodor Herzl, a atteint son objectif : avoir un État pour les juifs. Ce qui est en jeu désormais, c'est l'intégration ou non de cet État à son environnement arabo-musulman de manière pacifique. Il me semble que les débats devraient porter là-dessus et non sur le sionisme. Il faut revenir au conflit israélo-palestinien et à sa place au Moyen-Orient.

HD. Donc, ces déclarations servent à évincer l'un des nœuds du problème : la radicalisation du gouvernement israélien ?

D. V. Il existe une confusion en France sur la nature du gouvernement israélien. Beaucoup de gens, dont des spécialistes, pensent que c'est un pouvoir comme un autre. On est confronté depuis les élections de 2015 à un régime qui se radicalise tellement qu'à certains égards et sur divers points de sa politique, s'il ne s'agissait pas d'Israël, on parlerait de fascisme. En Israël, on ne parle plus désormais de colonisation, mais d'annexion. Les lois votées par la Knesset le 6 février 2017 ouvrent, en effet, la voie à l'annexion de toute la Cisjordanie. Elles autorisent l'annexion des terres privées palestiniennes. Une deuxième loi qui a été votée sur Jérusalem peu de temps après les déclarations de Trump rend plus difficile la rétrocession d'une partie de la ville à un éventuel État palestinien. Il faut désormais l'accord de 80 députés, au lieu de 61. Et une troisième loi est en débat, qui prévoit l'annexion de 5 blocs de colonies à l'est de Jérusalem. Soit 130 000 colons ! On assiste à la création d'une base juridique permettant l'annexion. Il n'y aura donc plus de possibilité pour deux États. Et les Palestiniens n'auront aucun droit dans cet État. C'est un apartheid assumé. ★

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR VADIM KAMENKA
vkamenka@humadimanche.fr

(1) Boycott Désinvestissement Sanctions (BDS) est une campagne internationale appelant à exercer diverses pressions – économiques, académiques, culturelles et politiques – sur le gouvernement d'Israël afin d'aboutir à la réalisation de trois objectifs : la fin de l'occupation et de la colonisation des terres arabes, l'égalité complète pour les citoyens arabo-palestiniens d'Israël, et le respect du droit au retour des réfugiés palestiniens.

(2) Le Bund est l'union générale des travailleurs juifs de Lituanie, de Pologne et de Russie.

POUR EN SAVOIR PLUS

« ANTISIONISME = ANTISÉMITISME ? RÉPONSE À EMMANUEL MACRON »,
DE DOMINIQUE VIDAL, ÉDITIONS LIBERTALIA, 2018. 132 PAGES, 8 EUROS.
Dominique Vidal est historien et journaliste, spécialiste des relations internationales et notamment du Proche-Orient, collaborateur du « Monde diplomatique ». Il a notamment publié :
« Palestine-Israël : un État, deux États ? », éditions Sindbad Actes Sud, 2011.
« Palestine : le jeu des puissants », éditions Sindbad Actes Sud, 2014.

À LIRE

« AUX ORIGINES D'ISRAËL : ENTRE NATIONALISME ET SOCIALISME »,
de Zeev Sternhell, traduction de l'hébreu par Georges Bensimhon avec le concours de l'auteur, Paris, Fayard, 1996. Paris, Gallimard, « Folio Histoire », 2004.
« EN ISRAËL, POUSSE UN RACISME PROCHE DU NAZISME À SES DÉBUTS »,
de Zeev Sternhell, tribune au « Monde », 17 février 2018.

Voir aussi le site de Boycott Désinvestissement Sanctions : **bdsfrance.org**